



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
10 novembre 2006  
Français  
Original : anglais

---

### **Exposé succinct du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur l'État d'avancement de leur examen**

#### **Additif**

Conformément à l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil est saisi figure dans les documents S/2006/10 du 1<sup>er</sup> mars 2006, S/2006/10/Add.12 du 7 avril 2006, S/2006/10/Add.15 du 28 avril 2006, S/2006/10/Add.16 du 5 mai 2006, S/2006/10/Add.21 du 9 juin 2006, S/2006/10/Add.24 du 30 juin 2006, S/2006/10/Add.27 du 21 juillet 2006, S/2006/10/Add.31 du 18 août 2006, S/2006/10/Add.36 du 22 septembre 2006 et S/2006/10/Add.40 du 20 octobre 2006.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 4 novembre 2006, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

**La situation en République centrafricaine** (*voir* S/1997/40/Add.31 et 44; S/1998/44/Add.5, 11, 12, 28 et 41; S/1999/25/Add.6, 7 et 41; S/2000/40/Add.5; S/2001/15/Add.4, 29, 38 et 39; S/2002/30/Add.27, 41 et 49; S/2004/20/Add.43; et S/2005/15/Add.28)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5558<sup>e</sup> séance (privée), le 30 octobre 2006, comme convenu lors de consultations préalables.

À l'issue de cette séance, conformément à l'article 55 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, le communiqué suivant a été publié par les soins du Secrétaire général en lieu et place d'un procès-verbal :

À sa 5558<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 30 octobre 2006, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « La situation en République centrafricaine ».

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de la République centrafricaine à participer à l'examen de la question sans droit de vote, conformément aux dispositions de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

Comme convenu lors de consultations préalables, avec l'assentiment du Conseil, le Président, agissant en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, a invité le général Lamine Cissé, Représentant spécial du



Secrétaire général et Chef du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, à participer à l'examen de la question.

Les membres du Conseil, le général Cissé et M. Elie Dote, Premier Ministre de la République centrafricaine, ont eu un échange de vues.

**La situation au Moyen-Orient** (voir S/7913, S/7923, S/7976, S/8000, S/8048, S/8066, S/8215, S/8242, S/8252, S/8269, S/8502, S/8525, S/8534, S/8564, S/8575, S/8584, S/8595, S/8747, S/8753, S/8807, S/8815, S/8828, S/8836, S/8885, S/8896, S/8960, S/9123, S/9135, S/9319, S/9382, S/9395, S/9406, S/9427 et Corr.1, S/9449, S/9452, S/9805, S/9812, S/9930, S/10327, S/10341, S/10554, S/10557, S/10703, S/10721, S/10729, S/10743, S/10770/Add.4, S/10855/Add.15, 16, 23, 24, 29, 30, 33, 41, 43 et 44; S/11185/Add.14 à 16, 21, 42/Rev.1 et 47; S/11593/Add.15, 21, 29, 42 et 49; S/11935/Add.21, 42 et 48; S/12269/Add.12, 13, 21, 42 et 48; S/12520/Add.10, 11, 17, 21, 37, 39, 42, 47 et 48; S/13033/Add.2, 16, 19, 21, 23, 34, 47 et 50; S/13737/Add.15, 16, 21, 24 à 26, 33, 47 et 50; S/14326/Add.10, 11, 20, 24, 28, 29, 47 et 50; S/14840/Add.8, 21 à 25, 27, 30 à 33, 37, 42 et 48; S/15560/Add.3, 21, 29, 37, 42, 45, 47 et 48; S/16270/Add.6 à 8, 15, 20, 21, 34, 35, 40 et 47; S/16880/Add.8 à 10, 15, 20, 21, 41 et 46; S/17725/Add.2, 15, 21, 28, 35, 38, 43 et 47; S/18570/Add.2, 21, 30 et 47; S/19420/Add.2 à 4, 18, 19, 22 et Corr.1, 30, 48 et 50; S/20370/Add.4, 12, 16, 21, 30, 32, 37, 44, 46, 47 et 51; S/21100/Add.4, 21, 30 et 47; S/22110/Add.4, 21, 30 et 47; S/23370/Add.4, 7, 21, 30 et 47; S/25070/Add.4, 21, 30 et 48; S/1994/20/Add.3, 20, 29 et 47; S/1995/40/Add.4, 21, 29 et 47; S/1996/15/Add.4, 15, 21, 30 et 47; S/1997/40/Add.4, 21, 30 et 46; S/1998/44/Add.4, 21, 30 et 47; S/1999/25/Add.3, 20, 29 et 46; S/2000/40/Add.4, 15, 20, 21, 24, 29 et 47; S/2001/15/Add.5, 22, 31 et 48; S/2002/30/Add.4, 21, 30 et 50; S/2003/40/Add.4, 25, 30 et 51; S/2004/20/Add.4, 26, 30, 35, 42 et 50; S/2005/15/Add.3, 6, 13, 16, 17, 22 à 24, 29, 42, 43, 49 et 50; et S/2006/10/Add.3, 4, 10, 12, 15, 19, 23, 27 à 31 et 38)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 5559<sup>e</sup> séance, tenue le 30 octobre 2006, comme convenu lors de ses consultations préalables. Il était saisi du quatrième rapport semestriel sur l'application de la résolution 1559 (2004) présenté par le Secrétaire général (S/2006/832).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité la représentante du Liban, à sa demande, à participer à l'examen de la question sans droit de vote.

Le Président a indiqué qu'à l'issue de consultations préalables, il avait été autorisé à faire, au nom du Conseil, une déclaration dont il a donné lecture (pour le texte de la déclaration, voir le document S/PRST/2006/43; à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1<sup>er</sup> août 2006-31 juillet 2007*).

**La situation concernant le Sahara occidental** (voir S/11593/Add.42 et 44; S/19420/Add.38; S/21100/Add.25; S/22110/Add.17; S/23370; S/25070/Add.9; S/1994/20/Add.12, 29 et 45; S/1995/40/Add.1, 14, 20, 25, 37 et 50; S/1996/15/Add.21 et 47; S/1997/40/Add.11, 20, 39 et 42; S/1998/44/Add.4, 15, 29, 37, 43 et 50; S/1999/25/Add.3, 5, 12, 16, 18, 36 et 49; S/2000/40/Add.8, 21, 29, 42 et 43; S/2001/15/Add.9, 17, 26 et 48; S/2002/30/Add.8, 17 et 30; S/2003/40/Add.4, 12, 21, 30 et 43; S/2004/20/Add.4, 17 et 43; S/2005/15/Add. 16 et 42; et S/2006/10/Add.16)

Le Conseil a repris l'examen de la question à sa 5560<sup>e</sup> séance, le 31 octobre 2006, comme convenu lors de consultations préalables. Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental (S/2006/817).

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/2006/850) présenté par l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France et le Royaume-Uni.

Le Conseil a mis aux voix le projet de résolution S/2006/850, et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 1720 (2006) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1720 (2006); à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1<sup>er</sup> août 2006-31 juillet 2007*).

**La situation en Côte d'Ivoire** (voir S/2002/30/Add.50; S/2003/40/Add.5, 17, 19, 29, 31, 45, 47 et 48; S/2004/20/Add.5, 8, 17, 21, 31, 44, 46 et 50; S/2005/15/Add.4, 12 et 13, 16, 17, 21, 24, 26, 34, 40, 41, 47, 48 et 49; et S/2006/10/Add.2, 3, 5, 7, 12, 16, 20, 21, 28, 31, 36 et 42)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5561<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> novembre 2006, comme convenu lors de consultations préalables. Il était saisi du dixième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2006/821).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de la Côte d'Ivoire, à sa demande, à participer à l'examen de la question sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/2006/854) qui avait été établi lors de consultations préalables du Conseil.

Le Conseil de sécurité a mis aux voix le projet de résolution S/2006/854, et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 1721 (2006) (pour le texte, voir S/RES/1721 (2006); à paraître dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1<sup>er</sup> août 2006-31 juillet 2007*).